

TÊTE-À-TÊTE SELLAL-OULD ABBÈS HIER

5 partis au gouvernement

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu, hier dimanche, au Palais du Gouvernement, le secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould-Abbès, en sa qualité de «représentant du président de la République chargé des consultations avec les partis politiques autour du prochain gouvernement». Ce long tête-à-tête Sellal-Ould Abbès clôture la série des consultations qu'a menées le Premier ministre.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - A en croire une source sûre, Sellal a fait un tour d'horizon avec le chef du parti vainqueur des élections législatives du 4 mai dernier, notamment les résultats des consultations menées depuis quelques jours avec tous les partis sollicités pour intégrer le nouveau gouvernement.

Un gouvernement qui sera constitué de cinq partis politiques, nous confie notre source. Il s'agit, outre du Front de libération nationale et du Rassemblement national démocratique, du Mouvement populaire algérien de Amara Benyounés, du parti TAJ de Amar Ghoul et du revenant, l'invité surprise en quelque sorte, le Mouvement de la société pour la paix de Abderezzak Mokri. Si aucun nom n'a filtré pour le

moment, s'agissant des ministres partants et de ceux qui seront nommés dans le futur gouvernement, il est néanmoins entendu à ce que chaque parti aura un quota qui correspondrait à son résultat aux législatives du 4 mai. Cela donnera lieu, donc, à un gouvernement dominé par le FLN et, à un degré moindre, par le RND de Ahmed Ouyahia.

Quant au MSP, le TAJ et le MPA, ils auront, nous apprend encore notre source, une présence symbolique dans le nouvel exécutif. Deux conditions ont été posées aux partis reçus par Sellal et qu'ils ont acceptées. La première est leur appui et soutien au programme du président de la République. Si cela va de soi, pour, respectivement le FLN, le RND, le TAJ et le MPA, quatre partis qui ont d'ailleurs mené la



Abdelmalek Sellal.

campagne électorale du candidat Abdelaziz Bouteflika aux dernières présidentielles du 17 avril 2014, la chose risque de faire exploser le parti islamiste, le MSP. Jusqu'à il y a à peine dix jours, ce parti était dans une posture d'opposant «frontal» au pouvoir. Il se proclamait même comme le leader de l'opposition ! Mieux, avant de quitter la coali-

tion de l'opposition dénommée l'Isco (Instance de suivi et de coordination de l'opposition) il était parmi les plus virulents opposants au quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika ! Difficile pour la direction du MSP d'expliquer ce retournement spectaculaire. D'abord pour sa base, mais, surtout, pour l'opinion publique. Mais il est vrai que la

politique de l'«entrisme» initiée par Mahfoud Nahnah a fini par faire perdre à ce parti toute crédibilité, y compris au sein de sa propre famille idéologique.

Concernant la deuxième condition imposée par Bouteflika, et que nous annonçons dans l'une de nos précédentes éditions, il s'agit du veto présidentiel à l'entrée au gouvernement, des chefs des partis sollicités. A moins que ces derniers, comme c'est le cas de Amar Ghoul et de Amara Benyounés, optent pour un autre scénario, celui de la démission de la direction de leurs partis respectifs, nous apprend-on.

Quoi qu'il en soit, le prochain gouvernement que conduira Abdelmalek Sellal scellera le sort de l'expérience des gouvernements technocrates qui se sont succédé depuis septembre 2013. On reviendra à la configuration des anciens exécutifs de coalition inaugurée par Liamine Zeroul depuis 1997 et poursuivie par Abdelaziz Bouteflika de 1999 jusqu'à la sortie du MSP en 2012.

K. A.

GRÈVES DE LA FAIM CONTRE LA FRAUDE AUX LÉGISLATIVES

Le FNA persiste et le FNJS suit

La grève de la faim est, désormais, le nouveau mode d'emploi pour dénoncer la fraude aux élections législatives du 4 mai dernier. Initié par le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, ce mouvement de protestation a été adopté dernièrement par le président du Front national pour la justice et la solidarité (FNJS), Khaled Bounedjma.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Dix jours se sont déjà écoulés depuis le début de la grève de la faim de Moussa Touati. Rejoint par plusieurs partisans, notamment des candidats aux dernières législatives, il a appelé les présidents des bureaux de wilaya de son parti à rallier le mouvement de protestation. «Si les présidents de quelques bureaux de wilaya du parti ont rejoint le mouvement de grève dès son entame, le reste des présidents de bureaux de wilaya observeront la grève de la faim dès aujourd'hui», assure le président du FNA.

Installé sur un matelas dans la grande salle de conférences du siège de son parti, le visage pâle, affaibli et amaigri, Moussa Touati s'exprime d'une voix presque inaudible.

Dénonçant le silence du pouvoir, il affirme que sa formation politique n'a, jusqu'à aujourd'hui, pris contact avec aucune instance étrangère. Seulement, poursuit-il, «à un moment donné, nous serons obligés de nous ouvrir au monde et de communiquer avec notamment les organisations des droits de l'Homme, les tribunaux internationaux et les organisations des libertés d'expression». Selon lui, c'est une question de temps. «Nous espérons que les personnes au pouvoir prendront conscience de cette situation car nous sommes des nationalistes et nous ne voudrions pas étaler notre linge sale aux étrangers», dit-il.

Le président du FNA se réjouit, toutefois, des instructions judiciaires ouvertes suite aux saisines adressées aux procureurs généraux par la Haute Instance indépendante de surveillance des élections. «Nous attendons les résultats de l'enquête et maintiendrons notre position», précise-t-il avant d'ajouter : «Nous savons pertinemment que le taux de participation n'a pas dépassé les 15%, que les résultats des élections ont été truqués, que le Premier ministre a mené une cam-

pagne parallèle à la campagne électorale pour son propre intérêt dans le but de se préparer pour les prochaines élections présidentielles, et nous aspirons à ce que la vérité soit connue par tous et que justice soit faite.»

Déterminé à aller jusqu'au bout, Touati compte, justement, saisir le ministre de la Justice pour vérifier les empreintes apposées sur les listes électorales. «Nous demanderons également à ce que le Conseil constitutionnel n'an-

nonce pas les résultats définitifs des législatives tant que l'affaire est toujours en justice», dit-il encore.

En guise de protestation contre ce qu'il qualifie de «fraude électorale massive commise par l'administration», Khaled Bounedjma a, lui aussi, entamé une grève de la faim depuis mercredi dernier. Suite à la détérioration de son état de santé, il a été évacué, samedi dernier, aux urgences de l'hôpital de Zeralda, à l'ouest d'Alger.

Ry. N.

FAWZI REBAÏNE, PRÉSIDENT D'AHD 54 :

«Nous allons droit vers l'endettement»

Il le dit lui-même. Fawzi Rebaïne n'ira pas déposer de recours auprès du Conseil constitutionnel pour réclamer les sièges des législatives du 4 mai à l'issue desquelles son parti a été crédité de deux sièges. Son prétexte est que le Conseil que préside Mourad Medelci est dénué de légitimité et n'est qu'un appendice de la présidence de la République.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Le président de la République n'assume pas son rôle constitutionnel, le pays est géré par procuration et le Conseil ne bouge pas», a déclaré Ali Fawzi Rebaïne, lors d'un point de presse au siège du parti consacré à la situation générale du pays. Et d'ajouter sur le même sujet : «Nous n'allons pas déposer de recours pour la simple raison que nous savons d'avance que les prérogatives du Conseil constitutionnel sont très limitées.»

Une institution qui, d'après les mots de M. Rebaïne, «fonctionne au téléphone comme la justice». Un secteur qui a également été critiqué

par le président d'Ahd 54 qui dénonce que les magistrats soient réquisitionnés pour les élections alors que «leur place est dans les palais de justice».

Toujours aussi remonté contre l'appareil judiciaire, le président de Ahd 54, qui a pris part à pratiquement toutes les élections aussi bien locales que nationales, déplore l'absence de réaction des magistrats en ce qui concerne l'achat des places sur les listes électorales, des affaires qui impliquent même des chefs de partis.

A propos des élections législatives et du score de son parti, Fawzi Rebaïne est catégorique : quel qu'eût été son



Fawzi Rebaïne.

score, il lui est impossible de changer les choses, alors que le même système continue de sévir. D'où son appel à «changer le système», incapable de régler les besoins basiques des citoyens à qui M. Rebaïne prévoit des jours sombres. «Nous nous dirigeons droit vers l'endettement», a-t-il proclamé ajoutant fataliste : «Le pays est ruiné.» Selon lui, «ni Sellal, ni le gouvernement

actuel ou à venir ne sont capables de sortir l'Algérie de la crise».

Le chef de parti renouvelle son appel pour un «contrat social» et un «gouvernement de coalition nationale», des élections libres et une trêve sociale, toutes devant déboucher sur une véritable feuille de route afin de sortir le pays de la crise.

Y. D.